

130 millions de dollars en 1993-1994. L'ONU n'a évidemment pas les ressources humaines, financières et techniques que demande cette tâche.

Pour compenser ce déficit, l'ONU compte de plus en plus sur des organisations régionales telles que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [CSCE], l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN], l'Organisation des États américains ou l'Organisation de l'unité africaine. Cette coopération entre l'ONU et les organisations régionales était prévue dans la charte des Nations Unies, mais l'ampleur qu'elle a prise en pratique est inusitée. La Chambre voudra bien nous faire connaître ses vues sur les répercussions de cette tendance.

La multiplication du nombre de missions de paix engendre de nombreux défis. Défis politiques d'abord : la communauté internationale assume de plus en plus la responsabilité de situations qui, il y a peu de temps, étaient considérées comme étant uniquement de la compétence interne des États. Défis militaires ensuite : la demande, pour des militaires suffisamment entraînés et équipés pour des missions aussi dangereuses que complexes, ne cesse de croître. Et bien sûr, défis financiers posés par des opérations où le personnel s'élève à des dizaines de milliers, plutôt que les quelques milliers que comptaient les opérations de jadis.

Pour faire face à ces nouveaux défis, les Nations Unies ainsi que les pays membres devront revoir de fond en comble la façon dont on gère les opérations de maintien de la paix. Sur le plan national, il nous faudra être de plus en plus critique dans l'examen de nos engagements. Au niveau international, il est urgent de renforcer la capacité des Nations Unies de répondre professionnellement et vite aux crises qui demandent son attention. Le Canada répond généreusement aux demandes des Nations Unies et des organismes régionaux pour les experts qui lui manquent. Le conseiller militaire du Secrétaire général est un Canadien, le général Baril, et bien d'autres Canadiens ont été mis à la disposition des Nations Unies et de la CSCE. Nous payons nos contributions financières en entier et à temps, et nous avons soumis au Secrétaire général des recommandations sur la façon de rendre la structure onusienne plus efficace. Nous sommes déterminés à accroître cet effort et à exercer le leadership que les autres pays attendent de nous en ce domaine.

Monsieur le Président, les Canadiens et les Canadiennes qui servent sous la bannière des Nations Unies sauvent des vies et soulagent la misère. Nous avons tous à l'esprit les images poignantes de ces soldats qui sont venus en aide à des victimes sans défense dans un hôpital de Bosnie.

Il est également évident que leurs conditions de vie sont de plus en plus risquées. Je pense à une autre image, celle des